

LA CAPITALE NATIONALE

A PROPOS DE LA POSSIBILITÉ D'ABOLIR LA COMMISSION

M. Gaston Isabelle (Hull): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Forêts et du Développement rural, de qui relève la Commission de la capitale nationale.

Étant donné que des rumeurs circulent depuis hier dans les milieux journalistiques, peut-il nous dire si la Commission de la capitale nationale sera abolie bientôt?

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, aucune décision dans ce sens n'a été prise. Un rapport tripartite a été transmis aux gouvernements du Canada, du Québec et de l'Ontario, mais aucune décision n'a été prise, et la nouvelle ou la rumeur n'ont aucun fondement.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Étant donné que l'honorable ministre a laissé entendre que les structures de la Commission de la capitale nationale seront modifiées, peut-il nous dire si la province de Québec sera consultée au sujet de ces modifications, par suite de la contribution financière qu'elle devra sans doute faire?

L'hon. M. Marchand: La province de Québec est continuellement consultée, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

LES CÉRÉALES

VANCOUVER (C.-B.)—LE DÉPART DE CÉRÉALISERS LÈGES

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. A la suite des remarques qu'il a faites et des discussions qui ont eu lieu la nuit dernière, pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi de grands céréaliers quittent aujourd'hui Vancouver à vide?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, cet après-midi, à deux heures dix, heure d'Ottawa, il y avait à Vancouver huit céréaliers chargeant du grain et 22 attendant à leur poste de mouillage; si ma mémoire est fidèle ce sont les mêmes chiffres qu'hier après-midi à cinq heures dix.

M. Horner: Ma question était: pourquoi les céréaliers quittent-ils Vancouver à vide et non combien sont en cours de chargement? Le journal *Province* de Vancouver annonce aujourd'hui qu'un important céréalier est déjà parti à vide et qu'un autre doit le faire également. Le ministre pourrait-il expliquer pourquoi ils s'en vont à vide si tout va bien?

L'hon. M. Pepin: Je vais me renseigner sur l'exactitude de ce renseignement.

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Pourrait-il dire à la Chambre quand il compte déposer le rapport de la Commission royale sur la sécurité nationale, ou au moins en faire rapport?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Il y a deux jours, j'ai dit que nous attendions le texte révisé de la version réduite destinée à la Chambre.

LES POSTES

LA TRANSFORMATION DE LA COMPAGNIE BELL CANADA EN UNE SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Postes. Étant donné les remarques qu'il aurait faites hier et qui ont déjà fait l'objet d'une question à la Chambre aujourd'hui, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement songe à prendre en charge la Compagnie de téléphone Bell et à la transformer en une société de la Couronne?

L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes): Pas que je sache. Les gens de ce côté-ci de la Chambre ont beaucoup d'autres idées originales sur la façon de dépenser l'argent.

M. l'Orateur: A l'ordre. (*Exclamations*)

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser au ministre des Postes. Pourquoi oublie-t-il les députés qui siègent à ma droite.

L'hon. M. Kierans: Je les inclus, bien entendu, ainsi que les députés ministériels.

M. l'Orateur: A l'ordre.